



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/48/516/Add.1
16 août 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Point 120 de l'ordre du jour

**RAPPORTS FINANCIERS ET ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS, ET
RAPPORTS DU COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Application des recommandations formulées par le
Comité des commissaires aux comptes

Rapport du Secrétaire général

Additif

I. INTRODUCTION

1. Au paragraphe 10 de sa résolution 47/211 du 23 décembre 1992, et au paragraphe 5 de sa résolution 48/216 B du 23 décembre 1993, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des organismes et programmes des Nations Unies de lui présenter un rapport indiquant les mesures prises ou à prendre, comme suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes, y compris les calendriers d'application. Le rapport du Secrétaire général sur la question a été publié sous la cote A/48/516.

2. Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale les réponses des chefs de secrétariat des organismes et programmes suivants : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, le Centre du commerce international (CCI) et l'Université des Nations Unies (UNU). Sauf indication contraire, ces réponses portent sur les recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans ses rapports pour l'exercice 1990-1991.

II. RÉPONSES DES ORGANISMES ET PROGRAMMES DES NATIONS UNIES

A. Programme des Nations Unies pour le développement

3. Les mesures prises par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour donner suite aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur l'exercice biennal 1990-1991¹ sont exposées dans le tableau ci-après :

Vérification externe des comptes, mesures de suivi prises et calendrier d'application

(Situation au 11 mars 1994)

Recommandations	Suite donnée par le PNUD aux recommandations formulées par la Cinquième Commission et par les commissaires aux comptes	Observations/Mesures proposées	État d'avancement/(date prévue)
L'introduction de la bureautique devrait être planifiée soigneusement et être coordonnée dès le lancement d'un projet [rec. 7 (l)]	Recommandation approuvée. De nombreux progrès ont été faits. Il faut maintenant que chaque siège et chaque bureau extérieur élabora et mette à jour chaque année un programme de bureautique qui comporte une analyse coûts-avantages conformément aux normes et directives publiées récemment.	Ce processus continuera à faire l'objet d'un suivi, dans le cadre des activités courantes, de façon à assurer que cette recommandation continue d'être appliquée. Au 1er avril 1994, 99 bureaux de pays et 9 services du siège avaient élaboré des programmes de bureautique pour la période 1993-1995. Ces programmes ont tous été approuvés sur le plan technique et il en a été tenu compte lors de l'adoption du budget.	Activité achevée
Les dispositions pertinentes concernant l'engagement de consultants devraient être respectées.	Le PNUD applique les dispositions en vigueur très scrupuleusement, sauf exceptionnellement, dans certains cas très particuliers — il s'en est produit 11 en 1992 — et uniquement sur autorisation expresse de l'Administrateur.	La Division du personnel publiera de nouvelles dispositions après l'introduction du projet pilote relatif à une nouvelle forme d'accord contractuel (dans le cas d'activités de durée limitée). Le nouveau dispositif, institué depuis 1993, permettra de réduire la nécessité de recourir à des contrats de louage de services pour des périodes de durée limitée et d'assurer le strict respect des règles et procédures établies s'appliquant auxdits contrats.	Activité en cours (30 septembre 1994)

Recommandations	Suite donnée par le PNUD aux recommandations formulées par la Cinquième Commission et par les commissaires aux comptes	Observations/Mesures proposées	État d'avancement/(date prévue)
Il faudrait justifier comme il convient les décisions relatives aux questions de personnel en produisant les pièces justificatives requises et en se référant aux instructions pertinentes [rec. 7 g)].	Recommandation approuvée. Des actions correctives ont été menées, et des mesures et dispositifs ont été mis en place afin d'assurer que les instructions pertinentes soient scrupuleusement respectées et que les pièces justificatives soient produites.	La Division du personnel a mis en place des dispositifs visant à assurer qu'il soit fait systématiquement référence aux instructions pertinentes, qu'un contrôle soit exercé et que les pièces justificatives requises soient produites.	Activité achevée
Le problème de l'achèvement des projets du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) dans les délais fixés et selon les règles financières prescrites devrait être examiné systématiquement dans un contexte élargi [rec. 7 j)].	Recommandation approuvée. Nonobstant les efforts en cours dûment constatés par les commissaires aux comptes, la question sera étudiée dans le cadre plus vaste des délibérations sur la politique, les procédures et les méthodes d'exécution nationale.	Une circulaire a été publiée le 13 mars 1993 à l'intention de tout le personnel des programmes du FENU afin d'attirer son attention sur la question. La direction du FENU continuera de veiller à ce que cette instruction soit correctement respectée. À la fin de l'exercice biennal 1992-1993, 19 projets avaient été clos. Comme suite à un nouveau bilan auquel il a été procédé en 1993, 30 projets doivent être clos et devraient avoir été menés à terme d'ici à la fin de 1994. Il est prévu que les programmes fassent l'objet d'un bilan deux fois par an.	Activité achevée

Suite donnée par le PNUD aux recommandations formulées par la Cinquième Commission et par les commissaires aux comptes		État d'avancement/(date prévue)
Recommandations	Observations/Mesures proposées	
Il faudrait prendre des mesures pour contrôler d'une manière adéquate l'utilisation qui est faite du matériel et notamment pour assurer qu'il en soit rendu compte [rec. 7 b)].	Le PNUD est conscient des problèmes et de la nécessité de mener une action corrective. Un bilan complet des politiques et procédures est en cours. De nouvelles mesures, concernant notamment la comptabilité matières, devraient être prises prochainement.	Activité en cours (1er décembre 1994)
Le coût réel des services de gestion devrait être établi sur la base de données factuelles [rec. 7 h)].	Contrairement à la Cinquième Commission et aux commissaires aux comptes, le Bureau des services d'appui aux projets (BSP) n'estime pas que le niveau des honoraires est trop faible. Il correspond aux coûts d'administration et de gestion réels. Les honoraires ne sauraient être comparés aux dépenses d'appui administratif et opérationnel. De nouvelles directives reflétant la prise en compte du coût unitaire des services du BSP seront publiées d'ici à la fin de 1992.	Activité achevée

Recommandations	Suite donnée par le PNUD aux recommandations formulées par la Cinquième Commission et par les commissaires aux comptes	Observations/Mesures proposées	État d'avancement/(date prévue)
La procédure d'évaluation et d'approbation des projets devrait être notablement rationalisée [rec. 7 i)].	Le Conseil de gestion a pris la décision de rationaliser et de décentraliser cette procédure en mettant en place les dispositifs appropriés afin de définir les responsabilités. L'efficacité des procédures du siège fait parallèlement l'objet d'une évaluation.	<p>Les procédures et directives en cours d'élaboration le sont à partir d'un cadre conceptuel défini par le Bureau de la politique et de l'évaluation du Programme. Les bureaux régionaux ont déjà mis en oeuvre quelques nouvelles directives, notamment en vue de donner davantage de pouvoirs aux bureaux de pays en matière d'approbation et d'évaluation.</p> <p>Un rapport intérimaire a été présenté au Comité de gestion des stratégies le 17 décembre 1993. Des directives sur la gestion décentralisée des programmes — notamment sur les procédures révisées d'approbation et d'évaluation, le renforcement des comités locaux d'examen des projets, et l'introduction de dispositifs visant à assurer le respect de l'obligation redditionnelle — seront mises au point d'ici à la fin 1994. Les travaux, auxquels participeront le siège et les bureaux de pays, débiteront sous peu.</p>	Activité en cours

Recommandations	Suite donnée par le PNUD aux recommandations formulées par la Cinquième Commission et par les commissaires aux comptes	Observations/Mesures proposées	État d'avancement/(date prévue)
Il faudrait faire un meilleur usage des évaluations approfondies (elles ne devraient pas être effectuées automatiquement) [rec. 7 k)].	Partageant sur ce point l'avis des commissaires aux comptes, le PNUD estime qu'on peut ne pas procéder à une évaluation approfondie dans certains cas, à condition que cela soit dûment justifié au préalable, de façon transparente et adéquate, conformément au Manuel des programmes et des projets du PNUD.	<p>Les bureaux régionaux ont confirmé que des actions correctives étaient actuellement menées afin d'éviter la programmation d'évaluations approfondies que la nature des projets considérés ne justifierait pas. Ce problème est également abordé dans une étude en cours sur les moyens de mieux tirer l'enseignement de l'expérience acquise.</p> <p>Des commentaires sur ce type d'études sont actuellement recueillis auprès des bureaux extérieurs. Une proposition concernant l'amélioration de l'efficacité des évaluations approfondies, la réduction de leur fréquence et l'application de meilleures méthodes de contrôle et de vérification de la gestion sera soumise au Comité de gestion des stratégies à la fin de 1993.</p> <p>Cette question fait l'objet d'un complément d'étude à la lumière des observations qui viennent d'être formulées à l'occasion de la vérification de 1992-1993.</p>	Activité en cours

Recommandations	Suite donnée par le PNUD aux recommandations formulées par la Cinquième Commission et par les commissaires aux comptes	Observations/Mesures proposées	État d'avancement/(date prévue)
En matière de vérification interne des comptes, les termes du mandat conféré aux vérificateurs devraient être modifiés de manière à offrir une base juridique appropriée [rec. 7 d)].	Le PNUD a immédiatement pris des mesures afin de proposer les modifications à apporter à son règlement financier ainsi qu'à ses règles de gestion financière. Ces modifications ont été approuvées par le Conseil d'administration dans sa décision 92/36 et ont déjà été mises en application.	Il n'y a pas lieu de prendre de mesure supplémentaire.	Activité achevée
Il ne faudrait pas assigner de fonctions opérationnelles à la Division de la vérification des comptes et du contrôle de la gestion [rec. 7 e)].	Ceci concerne l'obligation redditionnelle des gouvernements dans le cadre de l'exécution nationale, ainsi que la coordination et la publication des manuels. Le PNUD a entamé un examen de ces fonctions afin de s'assurer que les dispositions actuelles ne sont pas à l'origine de conflits d'intérêts.	L'examen initial ne fait apparaître aucun conflit d'intérêts. Néanmoins, ce point continuera à faire l'objet d'un suivi dans le cadre du programme de travail ordinaire de la Division de la vérification des comptes et du contrôle de la gestion.	Activité achevée

Suite donnée par le PNUD aux recommandations formulées par la Cinquième Commission et par les commissaires aux comptes		État d'avancement/(date prévue)
Recommandations	Observations/Mesures proposées	
<p>Des progrès doivent être réalisés en ce qui concerne l'étendue de la vérification des comptes [rec. 7 c)].</p>	<p>Le PNUD a reconnu qu'en raison du manque de personnel et de l'insuffisance des ressources, il n'avait pas pu procéder à autant de vérifications qu'il aurait fallu. Des mesures qui permettraient d'améliorer la vérification des comptes pour un coût raisonnable ont été prises dans le cadre du projet pilote ayant abouti à la création d'un centre de services régional en 1992.</p>	<p>Le premier centre de services régional a été créé à la fin de 1992 en Malaisie, et dessert la région de l'Asie et du Pacifique. En 1993, l'étendue de la vérification des comptes s'est considérablement accrue. Un contrat a été conclu avec Price Waterhouse, une société de renommée internationale qui effectuera chaque année des vérifications internes des comptes des 24 bureaux extérieurs du PNUD dans la région de l'Asie et du Pacifique, à partir du centre de services régional. Le personnel affecté à ce centre sera par ailleurs composé de vérificateurs récemment recrutés qui s'acquitteront des fonctions de vérification interne des comptes non prévues dans le cadre du contrat conclu avec Price Waterhouse. Il est prévu de faire bénéficier d'autres régions des services de ce centre pilote, ce qui élargira encore l'étendue des vérifications en 1994.</p>

Recommandations	Suite donnée par le PNUD aux recommandations formulées par la Cinquième Commission et par les commissaires aux comptes	Observations/Mesures proposées	État d'avancement/(date prévue)
Des efforts devraient être faits pour obtenir à temps les états vérifiés des agents d'exécution [rec. 7 a)].	Le problème tient à la brièveté des délais entre la clôture des comptes et la date à laquelle les certificats de vérification sont demandés. Le PNUD continue à soumettre la question au CCQA (FB) en vue d'améliorer les délais de soumission des rapports. Néanmoins, comme l'ont noté les vérificateurs, cela ne semble pas constituer un problème majeur dans la pratique, dans la mesure où les comptes présentés correspondent bien aux états vérifiés.	Il n'y a pas lieu de prendre de mesure supplémentaire à ce stade.	Concerne l'ensemble du système.
Le texte des accords de base types en cours de négociation avec les agents d'exécution devrait être mis au point avec la FAO, l'OMS et l'OIT [annexe I, rec. 6 a)].	L'accord de base type a été signé par l'OMS. Un accord devrait intervenir avec l'OIT d'ici à la fin du mois de novembre 1992. Les négociations en cours avec la FAO devraient permettre de parvenir à un accord sur un certain nombre de points d'ici à la fin de 1992.	Des accords ont à présent été conclus avec l'OIT et la FAO. L'accord conclu avec la FAO a été signé le 27 avril 1993. L'accord conclu avec l'OIT a été approuvé par le Conseil d'administration de cette organisation en mai 1993.	Activité achevée
Un contrôle rigoureux devrait être exercé sur le nombre de projets exécutés, afin qu'il n'excède pas la capacité de gestion du BSP [annexe I, rec. 6 c)].	Depuis 1991, diverses mesures ont été prises afin d'accroître l'efficacité opérationnelle. Une augmentation des effectifs ayant par ailleurs été approuvée en mai 1992, le nombre moyen de dossiers par spécialiste de la gestion des projets a été ramené de 41 à 32.	Le nombre moyen de dossiers par spécialiste de la gestion des projets ne s'élève désormais plus qu'à 30, ce qui témoigne de l'efficacité accrue des diverses mesures prises par le BSP en 1991 et en 1992. En outre, les chefs de division ne gèrent plus de projets et peuvent ainsi se consacrer entièrement à la gestion de leurs propres services.	Activité achevée

Recommandations	Suite donnée par le PNUD aux recommandations formulées par la Cinquième Commission et par les commissaires aux comptes	Observations/Mesures proposées	État d'avancement/(date prévue)
<p>Les nouvelles initiatives de développement devraient être testées pendant une phase expérimentale et ne devraient être généralisées qu'après évaluation des résultats. (Cette observation concerne le Programme de déploiement d'économistes en Afrique.) [annexe I, rec. 6 d)].</p>	<p>Un rapport final sur l'évaluation de ce programme devrait être soumis en novembre 1992. Une fois que le PNUD l'aura examiné, il sera en mesure de mener les actions correctives requises.</p>	<p>La direction procède actuellement à l'examen des recommandations formulées dans le rapport d'évaluation. Les principales conclusions de cet examen peuvent être résumées comme suit : a) le programme est entièrement justifié et devrait être étendu aux pays ne figurant pas parmi les moins avancés; b) on devrait prévoir un économiste par pays; c) le programme devrait être intégré aux activités du PNUD; d) le PNUD devrait se concerter davantage avec les autres organismes multilatéraux qui participent à ce programme, comme le FMI et la Banque mondiale, la BAfD et la CEA; e) le programme de travail devrait être élaboré en collaboration avec les représentants résidents. Plusieurs de ces recommandations ont déjà été mises en application, tandis que d'autres demeurent en cours d'exécution.</p>	<p>Activité en cours</p>

Recommandations	Suite donnée par le PNUD aux recommandations formulées par la Cinquième Commission et par les commissaires aux comptes	Observations/Mesures proposées	État d'avancement/(date prévue)
Les pratiques du BSP en matière de gestion budgétaire et d'achèvement des projets doivent être considérablement améliorées [annexe I, rec. 6 e)].	Six cent vingt-neuf projets ont été achevés ou clos d'un point de vue comptable au cours des neuf premiers mois de 1992. En septembre 1992, sur 1 646 projets, 277 faisaient apparaître des dépassements de crédits d'un montant supérieur à 1 000 dollars. Ces dépassements étaient pour la plupart inférieurs aux montants autorisés par les directives. Par ailleurs, les budgets des projets pourront être mieux gérés grâce au nouveau système d'information du BSP, qui devrait être installé d'ici à la fin de 1993.	En 1992, au total, les budgets de 716 projets ont été définitivement ou semi-définitivement révisés. En 1993, après révision de leur budget, 232 projets en cours ont été achevés et 230 projets achevés ont été clos d'un point de vue comptable. Les efforts seront poursuivis dans le cadre du programme de travail ordinaire afin d'assurer que la gestion et l'exécution des projets continuera à faire l'objet d'un contrôle rigoureux au cours des mois et des années à venir.	Activité en cours
Le BSP ne devrait plus signer de contrats à effet rétroactif avec des consultants : aucun effort ne devrait être ménagé à cette fin [annexe I, rec. 6 f)].	Suite à la diffusion d'instructions internes à tout le personnel, le nombre de contrats à effet rétroactif a considérablement diminué. Entre le 1er juillet 1991 et le 30 septembre 1992, seuls 19 contrats de ce type ont été signés, et ils n'ont été approuvés qu'après avoir été dûment contrôlés et à la suite d'un examen approfondi de toutes les pièces justificatives requises.	Le BSP et le Chef du Service des achats assurent en permanence un contrôle rigoureux en la matière. Des dispositifs ont été mis en place, tant au BSP qu'au Bureau des finances et de l'administration, afin de s'assurer qu'ils s'acquittent de leurs obligations et de veiller à ce que les vérifications et rééquilibrages nécessaires soient opérés.	Activité en cours

Recommandations	Suite donnée par le PNUD aux recommandations formulées par la Cinquième Commission et par les commissaires aux comptes	Observations/Mesures proposées	État d'avancement/(date prévue)
<p>Le BSP ne devrait fournir des services de gestion qu'après avoir passé un accord en bonne et due forme tant avec le donateur qu'avec le bénéficiaire [annexe I, rec. 6 g)].</p>	<p>Le BSP continue à penser que les procédures d'accord concernant les services de gestion comportent les dispositions juridiques nécessaires et confirme que l'application de ces dispositions n'a jamais donné et ne donnera probablement jamais lieu à aucune perte.</p>	<p>Comme l'ont indiqué les commissaires aux comptes, leur observation concernait un donateur précis, avec lequel il n'était pas nécessaire de définir un accord contractuel juridique dans la mesure où les accords relatifs aux services de gestion ne lient pas le donateur au PNUD, mais le PNUD au pays bénéficiaire auquel le BSP fournit ces services. De ce fait, il n'y a pas lieu de prendre de mesure supplémentaire.</p>	<p>Activité achevée</p>
<p>Le BSP devrait user de manière plus systématique de la faculté qu'il a de déléguer le pouvoir de procéder à certains achats : il faudra suivre de près la façon dont cela se traduira dans les faits [annexe I, rec. 6 h)].</p>	<p>Les textes conférant les pouvoirs requis aux bureaux extérieurs ont été publiés en avril 1992.</p>	<p>Il n'y a pas lieu de prendre de mesure supplémentaire.</p>	<p>Activité achevée</p>
<p>L'accord de base type conclu avec les agents d'exécution devrait être modifié de façon que l'efficacité des projets soit évaluée et que toutes les conclusions des commissaires aux comptes soient mentionnées [annexe I, rec. 6 b)].</p>	<p>L'attention des agents d'exécution a été appelée sur ce point. Le CCQA (FB) a indiqué que ses membres hésitaient à approfondir la question. Le CCQAB a recommandé que le Groupe de vérificateurs fasse une étude à ce sujet et communique ses conclusions à l'Assemblée générale. Le PNUD attend de connaître les résultats de cette étude.</p>	<p>À la demande du CCQA (FB), le Groupe de vérificateurs a examiné la nature et la portée des informations soumises aux commissaires aux comptes du PNUD par les commissaires aux comptes des agents d'exécution. À l'issue de ses discussions, le Groupe a publié une directive sur les procédures, la documentation, la coopération et l'établissement des rapports de vérification. Il n'y a donc plus lieu pour le PNUD de prendre de mesure supplémentaire.</p>	<p>Activité achevée</p>

Recommandations	Suite donnée par le PNUD aux recommandations formulées par la Cinquième Commission et par les commissaires aux comptes	Observations/Mesures proposées	État d'avancement/(date prévue)
Davantage d'attention devrait être portée aux moyens de dissuasion d'ordre général qui pourraient être adoptés pour prévenir les cas de fraude [annexe II, rec. 6 d)].	Comme signalé précédemment, le PNUD a publié des circulaires et a créé un comité ad hoc sur les responsabilités financières. À la suite de l'examen de quelques cas par ce comité, les mesures correctives nécessaires ont été prises.	Il n'y a pas lieu de prendre de mesure supplémentaire. Une surveillance permanente en la matière est assurée par le Contrôleur principal des finances, dans le cadre du programme de travail ordinaire du Bureau des finances et de l'administration. Le comité ad hoc a été remplacé par le Comité permanent chargé des questions de responsabilités personnelles et financières, qui a été créé le 1er octobre 1993 et qui poursuit ses activités.	Activité achevée
Avant toute création de nouveaux fonds d'affectation spéciale ou ponctuelle, il conviendrait d'évaluer quelles en seraient les incidences sur le volume des tâches administratives [annexe II, rec. 6 e)].	Tout fonds d'affectation spéciale ou ponctuelle continue de n'être approuvé qu'après que l'on se soit assuré que toutes les dépenses administratives seront couvertes.	Le PNUD estime toujours que le surcroît de volume de travail qu'entraîne la gestion des fonds d'affectation spéciale est amplement couvert par les ressources extrabudgétaires fournies. On a défini les modifications à apporter aux systèmes compte tenu des arrangements futurs concernant les dépenses d'appui, notamment pour les fonds d'affectation spéciale et les services de gestion. Étant donné le temps nécessaire à la vérification et à l'harmonisation des archives existantes, la mise en place du nouveau système devrait être entièrement achevée au cours du second semestre de 1994. Toutefois, les principaux modules de ce système ont été testés et sont entièrement opérationnels.	Activité en cours (1er septembre 1994)

Recommandations	Suite donnée par le PNUD aux recommandations formulées par la Cinquième Commission et par les commissaires aux comptes	Observations/Mesures proposées	État d'avancement/(date prévue)
<p>Une stratégie actualisée en matière de personnel temporaire devrait être mise au point : il importe d'appliquer les règles en vigueur [annexe II, rec. 6 f)].</p>	<p>Conformément à la décision 92/37 du Conseil d'administration, le PNUD a commencé à prendre les mesures voulues en vue d'élaborer le nouvel accord contractuel. Il en rendra compte au Conseil d'administration en 1993 et présentera par ailleurs, en 1994, un rapport détaillé sur l'expérience qu'il aura acquise.</p>	<p>Le PNUD a poursuivi ses travaux sur la nouvelle forme des contrats à court terme (activités de durée limitée), sur le plan de la conception, et en procédant aux consultations nécessaires auprès de l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations et de la CFPI. L'étude de cette question a demandé un peu plus de temps que prévu, mais la Division du personnel a octroyé les premiers contrats de ce type dans le cadre d'un programme pilote amorcé en décembre 1993.</p>	<p>Activité achevée</p>
<p>Des directives établissant clairement la distinction entre les dépenses relatives aux programmes et les dépenses de fonctionnement devraient être énoncées [annexe II, rec. 6 b)].</p>	<p>Le PNUD a établi une distinction plus nette en proposant d'instituer une catégorie pour les activités d'élaboration des programmes et d'appui aux programmes, qui a été approuvée par le Conseil d'administration dans sa décision 91/46. Le PNUD présentera un nouveau rapport au Conseil d'administration en juin 1993 afin de donner suite à la demande de ce dernier concernant la mise au point de critères spécifiques pour l'affectation de postes aux activités d'élaboration des programmes et d'appui aux programmes.</p>	<p>Cette question a été abordée dans la stratégie budgétaire de l'exercice 1994-1995, telle qu'elle est exposée dans le document DP/1993/45 sur les prévisions budgétaires révisées pour les exercices 1992-1993 et 1994-1995. Par sa décision 93/35, le Conseil d'administration a pris note du rapport de l'Administrateur sur les activités d'élaboration des programmes dans le cadre des prévisions budgétaires pour 1994-1995. Ce rapport avait été établi en application de la décision 91/46.</p>	<p>Activité achevée</p>

Recommandations	Suite donnée par le PNUD aux recommandations formulées par la Cinquième Commission et par les commissaires aux comptes	Observations/Mesures proposées	État d'avancement/(date prévue)
Des instructions détaillées devraient être publiées pour informer tous les fonctionnaires du PNUD que leur responsabilité personnelle et financière peut être engagée : il conviendra de s'assurer de leur application [annexe II, rec. 6 c)].	Comme indiqué dans le document DP/1992/41, cette recommandation a été appliquée.	En octobre 1993, le système du comité ad hoc a été remplacé par l'institution du Comité permanent chargé des questions de responsabilités personnelles et financières. Ce comité est à présent entièrement opérationnel.	Activité achevée

B. Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

4. Seules deux des cinq recommandations mentionnées au paragraphe 9 de la résolution 47/211 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1992, concernent l'UNICEF. Elles sont les suivantes : nécessité de renforcer le contrôle budgétaire [par. 9, al. a)] et nécessité de resserrer le contrôle des stocks de biens durables [par. 9, al. e)].

1. Mesures prises par l'UNICEF pour donner suite aux recommandations mentionnées aux alinéas a) et e) du paragraphe 9 de la résolution 47/211

5. Les mesures prises par l'UNICEF pour donner suite aux recommandations mentionnées par l'Assemblée générale aux alinéas a) et e) du paragraphe 9 de sa résolution 47/211 sont décrites dans les paragraphes 6 à 10 ci-dessous.

6. En ce qui concerne l'alinéa a) du paragraphe 9 de la résolution 47/211, la question du dépassement des budgets de programmes et d'administration reste au premier rang des préoccupations de l'Administration de l'UNICEF. Le rapport présenté au Conseil d'administration à sa session ordinaire de 1993 indique les mesures ci-après, qui avaient été prises à cet égard :

a) Le secrétariat fait périodiquement le point des crédits budgétaires alloués à chaque bureau et tient régulièrement les bureaux extérieurs au courant de leur situation;

b) De plus, les bureaux extérieurs reçoivent tous les mois un état spécial des dépassements de crédits apparus dans l'exécution des budgets de programmes, grâce auquel il leur est plus facile : de passer en revue les opérations qui sont à l'origine des dépassements; de rapprocher l'information contenue dans leurs dossiers et celle fournie par le siège, et de commencer immédiatement à rectifier le tir;

c) L'importance capitale du contrôle budgétaire est aussi rappelée régulièrement aux bureaux extérieurs, à l'occasion de réunions de travail régionales et de stages de formation, ainsi que dans la correspondance.

7. Un dispositif de "blocage" automatique a été incorporé à la version 1.5 du Système mondial d'appui aux bureaux extérieurs, qui a été distribuée aux bureaux extérieurs en décembre 1992 et qui permet de vérifier la disponibilité de crédits à différents niveaux : crédits alloués, engagements et règlements. Le dispositif en question peut prévenir toute opération financière qui entraînerait, à n'importe lequel de ces niveaux, un dépassement des montants autorisés.

8. En outre, les mesures suivantes ont été prises en 1993 :

a) En juillet 1993, le système des paiements externes est entré en vigueur. On entend par "paiements externes" les sommes que d'autres bureaux imputent sur le budget d'un bureau déterminé. Le nouveau système permet au siège de New York de transférer ces paiements sur une disquette et aux bureaux extérieurs de les charger sur leurs bases de données locales. On assure ainsi

/...

la complétude de l'information contenue dans les bases de données au niveau des bureaux extérieurs;

b) Le nouveau système d'enregistrement comptable a été conçu et partiellement appliqué en 1993, son application intégrale étant prévue pour 1994. Grâce à lui, les entrées comptables qui provoquent des dépassements acceptés dans des bureaux extérieurs seront mises en relief, ce qui facilitera le suivi du siège.

9. En 1994, l'Administration évaluera l'efficacité des contrôles qui ont été mis en place.

10. En ce qui concerne l'alinéa e) du paragraphe 9 de la résolution 47/211, en 1992, l'Administration a établi des instructions fixant les procédures à respecter en matière de comptabilisation des biens durables, de tenue des fichiers correspondants et de relevés d'inventaire annuels. L'application de ces instructions a été contrôlée en 1993 et les mesures utiles sont prises.

2. Rapport intérimaire sur les mesures prises pour donner suite aux recommandations antérieures du Comité des commissaires aux comptes

11. La présente section reprend certaines recommandations du Comité des commissaires aux comptes issues de la vérification des comptes de l'exercice biennal 1990-1991 de l'UNICEF² et décrit les mesures concrètes qui ont été prises jusqu'à présent afin d'appliquer ces recommandations. Les mesures en question ont également été inspirées en partie par certaines recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Recommandation 7 b)

12. Pour que les services d'achat puissent s'autofinancer, il faudrait prendre les mesures suivantes :

a) Les dépenses de personnel imputées sur le compte des services d'achat devraient être revues et les réductions voulues devraient être effectuées. À l'avenir, le nombre des postes devrait être en rapport avec le volume d'activité prévu des services d'achat;

b) Les dépenses devraient être contrôlées de plus près afin de limiter les frais de fonctionnement;

c) La commission actuellement prélevée au titre des frais de manutention devrait être revue pour tenir compte des autres frais de fonctionnement.

Mesures prises par l'UNICEF

13. L'Administration a pris des mesures pour s'assurer que les services d'achat s'autofinancent. En raison des modifications indiquées ci-après, elle compte que les recettes au titre de la manutention suffiront maintenant pour couvrir les dépenses relatives au compte des services d'achat :

/...

a) Le Conseil d'administration a été informé en 1993 qu'après étude du montant raisonnable des commissions perçues, le taux était passé de 4 à 6 % pour les commandes de vaccins et d'articles stockés en entrepôt et de 6 à 8 % pour les articles non tenus en stock, à compter du 1er juillet 1992;

b) À compter de 1994, l'effectif imputé sur le compte des services d'achat a été ramené de 57 à 38. Cette réduction était indiquée dans le document E/ICEF/1993/AB/L.1 et Corr.1 et 2, dont le Conseil d'administration a été saisi à sa session ordinaire de 1993.

14. En outre, un bureau unique assure maintenant le suivi de toutes les recettes et de toutes les dépenses au titre des achats. De la sorte, on assurera un contrôle des coûts plus efficace que précédemment, où deux bureaux se partageaient cette responsabilité.

Recommandation 7 c)

15. En ce qui concerne les avances en espèces consenties aux gouvernements :

a) L'UNICEF devrait veiller de nouveau à ce que ses bureaux extérieurs respectent scrupuleusement le principe qui consiste à n'accorder de nouvelles avances (maintenant désignées sous le nom d'"aide à la trésorerie") qu'une fois régularisées les avances antérieures;

b) Les bureaux extérieurs devraient présenter des estimations annuelles des avances en espèces qu'ils comptent devoir verser aux gouvernements dans le courant de l'exercice;

c) Un numéro de compte distinct devrait être affecté aux avances versées, de façon que l'Administration puisse connaître le montant global de ces avances aux fins du suivi et du contrôle.

Mesures prises par l'UNICEF

16. Dans une instruction comptable publiée en octobre 1993, on a redéfini les procédures et les écritures comptables relatives aux aides à la trésorerie et on a attribué à celles-ci un numéro de compte distinct. En 1994, l'Administration examinera la façon dont les bureaux extérieurs auront appliqué cette instruction, recensera les domaines où des améliorations s'imposent et fournira l'appui et le suivi nécessaires.

Recommandation 7 d)

17. Il conviendrait de cesser de verser des compléments de traitement et autres primes aux fonctionnaires nationaux associés à l'exécution de programmes bénéficiant d'une aide de l'UNICEF en attendant qu'une politique appropriée applicable à l'échelle mondiale soit élaborée.

Mesures prises par l'UNICEF

18. Comme les vérificateurs l'ont préconisé lorsqu'ils sont revenus sur cette recommandation, l'Administration a élaboré des directives provisoires pour le

/...

versement de traitements et de primes aux fonctionnaires nationaux associés à l'exécution de programmes ou de projets bénéficiant d'une aide de l'UNICEF. Le Groupe consultatif mixte des politiques (GCMP) doit achever sous peu une étude sur la question. Dès qu'on en connaîtra les conclusions, l'Administration réexaminera les directives provisoires pour les aligner sur la recommandation du groupe de travail du GCMP.

Recommandation 6 f)³

19. Au stade de la planification, il faudrait définir clairement les éléments nécessaires à la mise en oeuvre des projets afin d'améliorer l'exécution des programmes. Il faut également faire preuve de prudence en réaffectant les fonds de projets qui progressent lentement à des projets qui progressent plus vite afin que des projets entrepris dans des zones "difficiles", où il se pose toujours des difficultés au niveau de l'exécution, ne soient pas par inadvertance négligés.

Mesures prises par l'UNICEF

20. L'Administration continue d'améliorer les mécanismes de suivi, aidant ainsi les bureaux extérieurs à optimiser l'exécution des programmes. Dans leur lettre de recommandations relative à la seconde vérification intérimaire des comptes de l'exercice biennal 1992-1993, les vérificateurs ont noté que l'augmentation des dépenses engagées au titre des programmes en 1992 avait contribué à la diminution sensible de l'excédent observée au 31 décembre 1992. Ils y ont vu le signe d'une amélioration de l'exécution des programmes.

Recommandation 7 e)

21. Il faudrait réexaminer régulièrement les décisions prises en situation d'urgence afin de s'assurer qu'elles restent bien fondées, de manière que les services soient fournis de façon économique.

Mesures prises par l'UNICEF

22. L'Administration a pris toutes les mesures voulues et estime qu'il n'y a rien de plus à faire pour appliquer cette recommandation.

Recommandation 7 f)

23. Les disponibilités continuant d'être sensiblement supérieures aux besoins de trésorerie, l'UNICEF devrait revoir le bien-fondé de sa politique actuelle en matière de trésorerie.

Mesures prises par l'UNICEF

24. Comme le Conseil d'administration en a été informé à sa session ordinaire de 1993, les excédents constatés n'étaient pas dus à la politique suivie en matière de trésorerie, mais au fait que les recettes avaient dépassé les prévisions, contrairement aux dépenses effectuées pour les programmes. L'Administration a l'intention de procéder à une analyse de la situation de

trésorerie la plus récente, en la rapportant aux recettes et aux dépenses de l'exercice biennal 1992-1993.

25. Après la seconde vérification intérimaire, les vérificateurs ont suggéré de modifier la présentation de la situation de trésorerie. Lorsqu'elle procédera à cette révision, l'Administration tiendra compte de la nécessité d'accroître la transparence des informations financières.

Recommandation 7 g)

26. Conformément à la pratique en vigueur à l'Organisation des Nations Unies, la valeur des biens durables dont l'UNICEF reste propriétaire devrait être divulguée dans les notes des états financiers.

Mesures prises par l'UNICEF

27. La valeur des biens durables au 31 décembre 1992 qui avait été communiquée par les bureaux de l'UNICEF était indiquée dans les notes afférentes aux états financiers de l'année 1992. Leur valeur au 31 décembre 1993 sera, de la même façon, indiquée par voie de note dans les états financiers de l'exercice terminé à cette date.

Recommandation 7 h)

28. En ce qui concerne l'opération Cartes de vœux et les activités connexes, il faudrait limiter au maximum les effets des fluctuations des taux de change en éliminant le décalage entre la date de comptabilisation des ventes (30 avril, date du bilan) et la date des versements effectués par les partenaires de vente (après le 31 août).

Mesures prises par l'UNICEF

29. L'Administration a recommandé d'incorporer dans le projet d'accord d'accréditation et de coopération une clause stipulant que le versement des fonds devra intervenir non plus le 31 août, mais à une date plus proche du 30 avril, qui est la date du bilan. Une fois mis au point, ce projet sera soumis aux comités nationaux pour accord.

Recommandations 6 i)³ et 7 i)

30. Dans le cadre des activités d'appel de fonds, les donateurs potentiels devraient être encouragés à fournir des informations suffisantes au sujet de leurs contributions pour en faciliter la comptabilisation, l'encaissement et l'utilisation. Les donateurs pourraient, à cette fin, remplir une formule type fournissant les informations pertinentes. Sauf avis contraire des donateurs, toutes les contributions pluriannuelles devraient être comptabilisées en recettes au titre des fonds supplémentaires sur la base des calendriers de versement présentés par les donateurs.

Mesures prises par l'UNICEF

31. L'Administration a mis la dernière main à une circulaire financière qui définit clairement les règles de comptabilisation des recettes de l'organisation. Après sa publication en 1994, l'Administration en surveillera l'application pour s'assurer que les règles sont bien respectées.

32. L'Administration poursuit ses efforts pour obtenir des informations sur les dates de versement, la monnaie de paiement et la situation en ce qui concerne l'adoption des textes législatifs pertinents.

Recommandation 7 j)

33. L'assistance nécessaire devrait être fournie pour achever l'opération de régularisation des comptes de tiers ouverts au nom de fonctionnaires.

Mesures prises par l'UNICEF

34. On a examiné tous les soldes des comptes de tiers ouverts au nom de fonctionnaires qui devaient être régularisés. L'Administration fera en sorte que tous les ajustements jugés nécessaires à l'issue de cette opération soient effectués en 1994. De plus, pour souligner l'importance de ces comptes, l'Administration a pris plusieurs autres mesures en 1993 :

a) La tenue des comptes de tiers ouverts au nom de fonctionnaires a fait l'objet d'une nouvelle instruction administrative;

b) Le Contrôleur a adressé une lettre à tous les bureaux de l'UNICEF pour insister sur la nécessité de suivre les règles financières et comptables applicables à la tenue des comptes de tiers ouverts au nom de fonctionnaires;

c) Pour suivre le versement et le remboursement des avances consenties aux fonctionnaires inscrits sur les états de paie du siège, à New York, on a mis au point un nouveau système qui est en cours d'installation.

35. En 1994, l'Administration vérifiera que les instructions en vigueur sont respectées et prendra les mesures de suivi requises. Enfin, elle évaluera le nouveau système pour en déterminer l'efficacité et l'efficacé.

C. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

36. Contrairement à la plupart des organismes et programmes des Nations Unies, les comptes de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient sont vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes tous les ans. Le résumé des recommandations du Comité figurant dans son rapport pour 1991⁴ et les mesures prises par l'Office pour donner suite à ces recommandations sont indiqués ci-après.

Recommandation 6 a)

37. La vérification interne des comptes de l'Office devrait porter sur les bureaux et les départements au siège à intervalles réguliers.

38. C'est actuellement le cas; l'exemple le plus récent est la vérification des comptes qui a été effectuée au siège, à Vienne, en 1992-1993, en ce qui concerne les prestations versées au personnel.

Recommandation 6 b)

39. L'Office devrait éviter de confier l'exécution d'activités opérationnelles aux vérificateurs internes.

40. L'Office souscrit à cette recommandation. Les vérificateurs internes ne sont chargés d'activités opérationnelles que dans des cas d'extrême urgence.

Recommandation 6 c)

41. L'Office devrait engager un programme d'inspection du matériel; il faudrait vérifier l'inventaire du matériel, surtout informatique, dans tous les bureaux extérieurs.

42. L'Office a engagé un programme d'inspection du matériel au siège et dans les bureaux extérieurs. Ce programme englobe le matériel du Bureau des systèmes informatiques.

Recommandation 6 d)

43. Il faudrait inspecter le matériel attribué au Bureau de l'information de l'Office et examiner ses pièces comptables.

44. Pendant l'inspection du matériel effectuée en 1993 (quatrième trimestre), tout le matériel du Bureau de l'information de l'Office a été vérifié et ses pièces comptables ont été mises à jour.

Recommandation 6 e)

45. Il faudrait procéder à une vaste enquête, dans tous les bureaux extérieurs, pour recenser et éliminer le matériel obsolète ou en surplus.

46. Comme suite à la vérification du matériel effectuée dans tous les bureaux de l'Office, on procède actuellement au recensement et à l'élimination du matériel en surplus ou obsolète conformément aux procédures établies.

Recommandation 6 f)

47. L'Office devrait adopter une ligne de conduite cohérente en cas de perte ou de détérioration de ses biens par des fonctionnaires.

48. L'Office s'efforce d'agir de façon cohérente, mais les conditions difficiles dans lesquelles il fonctionne et les circonstances parfois

extraordinaires qui peuvent entourer de tels incidents font qu'une certaine flexibilité peut être souhaitable.

Recommandation 6 g)

49. L'Office devrait envisager de placer le montant des décaissements prévus en schillings et en deutsche mark au siège dans des dépôts libellés dans ces monnaies ou d'autres devises afin d'obtenir des taux d'intérêt plus élevés. Les contributions versées en schillings et en deutsche mark sont placées en dépôt pour répondre aux besoins déjà connus de l'Office dans ces devises, sauf s'il existe des obligations préalables dans les contrats de change à terme. Le placement des contributions versées dans d'autres devises, notamment en dollars, est généralement effectué en fonction des éléments suivants :

- a) Montants des décaissements actuels et prévus dans diverses monnaies;
- b) Taux d'intérêt et projections relatives à leurs variations;
- c) Taux de change de diverses monnaies vis-à-vis du dollar et projections relatives à leurs variations;
- d) Contrats de change à terme en cours, le cas échéant.

50. En 1992 et 1993, l'Office détenait des dépôts bancaires libellés dans les monnaies suivantes :

<u>1992</u>	<u>1993</u>
Deutsche mark	Deutsche mark
Écu	Livre sterling
Franc suisse	Franc suisse
Franc français	Franc français
Schilling autrichien	Schilling autrichien
Couronne norvégienne	Couronne norvégienne
Dollar des États-Unis	Dollar des États-Unis
	Lire
	Couronne suédoise

Les dépôts bancaires dans diverses monnaies sont donc effectués en fonction des besoins de l'Office dans ces monnaies et selon les conditions du marché en ce qui concerne les taux d'intérêt et les taux de change.

Recommandation 6 h)

51. Avant tout placement en dollars, l'Office devrait examiner s'il ne serait pas plus avantageux de convertir les montants considérés dans d'autres monnaies avec des contrats de change à terme.

52. Cinquante pour cent des recettes annuelles de l'Office sont libellées en dollars, alors que les besoins en dollars représentent environ 90 % du total de

ses dépenses annuelles. Toutes les monnaies utilisées dans nos bureaux extérieurs sont achetées en vendant des dollars. Lorsqu'on prévoit que des contributions portant sur des sommes importantes seront versées dans des monnaies qui risquent de se déprécier vis-à-vis du dollar, l'Office utilise le système des contrats de change à terme pour protéger la valeur en dollars de ces contributions. Du fait de la grande instabilité du marché des devises, avec ses risques connexes, dont le risque de pertes de change, l'Office ne juge pas prudent de convertir des dollars en d'autres monnaies avec des contrats de change à terme à la seule fin d'obtenir un taux d'intérêt plus avantageux sur les dépôts effectués dans les monnaies considérées. Si le dollar se déprécie notablement vis-à-vis d'autres monnaies, il se peut que l'Office encoure des pertes de change supérieures aux revenus supplémentaires provenant de ses placements.

Recommandation 6 i)

53. L'Office devrait réduire le nombre de ses comptes bancaires et étudier la possibilité d'installer un miniposte de travail pour faciliter la gestion de la trésorerie.

54. En 1993, l'Office détenait 19 comptes bancaires pour les opérations du siège (contre 18 en 1992 et 24 en 1991). Un miniposte de travail Chase Micro-Work, utilisé actuellement pour les opérations en dollars et en livres sterling, a été installé en décembre 1992. L'Office envisage la possibilité d'étendre son utilisation de manière à inclure les opérations dans d'autres monnaies. En outre, des discussions ont été engagées avec l'une des principales banques autrichiennes pour la mise au point d'un système de services bancaires électroniques, principalement pour les opérations en schillings.

Recommandations 6 j) et k)

55. L'Office devrait établir des procédures pour son Bureau des systèmes informatiques et définir des normes de documentation pour ses applications informatiques; il faudrait que la distinction entre tâches de développement et tâches d'exécution des applications informatiques soit plus claire [recommandation 6 j)]; et conformément à sa stratégie en matière de systèmes informatiques, l'Office devrait regrouper tout le personnel responsable des ordinateurs personnels et des applications correspondantes au sein du Bureau des systèmes informatiques [recommandation 6 k)].

56. Depuis la dernière vérification des comptes, le Bureau des systèmes informatiques a lancé un plan consistant à convertir tous les systèmes IBM et Wang soit en UNIX/SYBASE, soit en PARADOX, pour ses réseaux locaux. Les nouveaux systèmes seront principalement destinés aux bureaux extérieurs. Aucun projet de développement sur IBM n'est envisagé et la plupart des systèmes devraient être convertis d'ici à 3 ans. Du fait de ce changement, les travaux sur les standards pour l'environnement IBM ont été interrompus. Le Bureau des systèmes informatiques procède à la mise au point de logiciels et de normes de documentation pour le nouvel environnement qui sera adopté par son propre personnel et par les sociétés mettant au point des logiciels pour l'Office. En outre, le Bureau des systèmes informatiques a entrepris d'élaborer des

procédures de gestion des configurations qui permettront de mieux définir l'interface entre le développement et les opérations.

Recommandation 6 l)

57. L'Office devrait prendre des mesures concrètes pour assurer la sécurité des ressources informatiques (matériel, logiciel et données) au siège et dans les bureaux extérieurs.

58. Le Bureau des systèmes informatiques a pris diverses dispositions pour garantir une plus grande sécurité de l'informatique, notamment en mettant au point un plan de sécurité, en installant un logiciel antivirus sur tous les ordinateurs personnels et en intégrant un dispositif de sécurité dans les systèmes durant leur phase de développement. En outre, il est impossible d'utiliser des données sans l'autorisation du service ou bureau "propriétaire".

Recommandation 6 m)

59. L'Office devrait mettre en place et exécuter des programmes adéquats de formation professionnelle à l'intention du personnel chargé du traitement électronique de l'information.

60. Un programme officiel de formation du personnel a été mis en place et le budget de formation a été triplé pour le financer. Les plans de formation sont établis tous les six mois pour les six mois suivants. L'intégration des cours et les possibilités d'application pour les plans du Bureau des systèmes informatiques sont prises en considération lors de la planification.

Recommandation 6 n)

61. Afin de réaliser des économies sur les achats d'équipements informatiques, l'Office devrait opter pour des logiciels adaptés aux besoins et aux compétences des utilisateurs, procéder à des études financières et techniques avant d'acquérir du matériel et conclure un contrat-cadre pour l'achat d'ordinateurs personnels.

62. Le Bureau des systèmes informatiques a complètement transformé ses politiques et procédures d'achat de matériel et de logiciel. Actuellement, tout le logiciel standard est acheté par le siège à Vienne, par le biais d'accords de licence sur place et de contrats spéciaux. Le logiciel est attribué à chaque machine en fonction des besoins de l'utilisateur. Le matériel sera acheté en 1994-1995 par contrat d'une durée d'un an avec des vendeurs sélectionnés. Le Bureau des systèmes informatiques examine actuellement les soumissions. Tous les achats informatiques doivent être approuvés par le Chef du Bureau des systèmes informatiques.

63. Il faudrait réduire le coût élevé de l'impression informatique des rapports en examinant régulièrement si une impression est nécessaire et en remplaçant les rapports imprimés par des fichiers téléchargés sur disquettes.

64. L'an passé, le nombre des rapports a été contrôlé et réduit autant que possible. Le nombre de téléchargements a été multiplié. En outre, après une

/...

étude coûts-avantages, le Bureau des systèmes informatiques a acheté une imprimante rapide qui permet de ne pas avoir à acquitter les frais élevés d'impression facturés par l'AIEA.

D. Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

65. À l'instar de l'UNRWA, les comptes de l'UNITAR sont vérifiés par le Comité des commissaires aux comptes tous les ans. Le résumé des recommandations du Comité figurant dans son rapport pour 1992⁵ et les mesures prises par l'UNITAR pour donner suite à ces recommandations sont indiqués ci-après.

Recommandation 9 a)

66. Compte tenu de la décision prise par l'Assemblée générale de rationaliser et restructurer l'UNITAR, l'Administration de l'Institut devrait désormais veiller à ce que les budgets reposent sur des prévisions de recettes réalistes, le volume des programmes et projets devant rester dans la limite des contributions volontaires disponibles.

67. Il a été donné suite à la recommandation pour 1993.

Recommandation 9 b)

68. Étant donné que le siège de l'UNITAR sera prochainement transféré de New York à Genève, il faudrait trancher rapidement la question des frais de location des locaux de Genève.

69. Lors de sa trente et unième session, tenue du 23 au 25 février 1994, le Conseil d'administration de l'UNITAR a fait la recommandation suivante :

"Après avoir pris connaissance du mémorandum, daté du 22 février 1994, émanant de l'Administrateur chargé du Département de l'administration et de la gestion, le Conseil d'administration a noté que le loyer perçu par l'Office des Nations Unies à Genève en décembre 1993, avec effet rétroactif, hypothéquerait lourdement l'avenir immédiat de l'Institut. Il a également noté que la décision d'exiger de l'UNITAR qu'il acquitte un loyer pour ses bureaux à Genève ne s'inscrivait pas dans le cadre d'un contrat en bonne et due forme mais reposait sur une directive qui ne justifiait ce loyer ni sur le plan juridique, ni sur le plan financier. Le Conseil d'administration a souligné que le recouvrement d'un loyer allait à l'encontre de la volonté que les États Membres avaient clairement exprimée dans plusieurs résolutions successives de l'Assemblée générale quant à la nécessité de permettre à l'Institut de poursuivre ses activités. Il a également relevé qu'une partie des locaux de l'UNITAR à Genève était occupée par l'ONU elle-même, à qui l'Institut ne faisait pas payer de loyer. Les membres du Conseil d'administration ont été en outre unanimes à estimer que le montant du loyer était trop élevé par rapport à la qualité réelle des locaux ou aux services fournis. Le Conseil d'administration a considéré que prélever unilatéralement une somme de 134 136 dollars sur le compte de l'Institut équivalait à le déposséder de ses biens et qu'en agissant de la sorte, l'ONU

contrevenait à son rôle de dépositaire des fonds de l'Institut. S'étant demandé si le Secrétaire général avait été consulté au sujet de cette situation manifestement anormale, le Conseil d'administration a décidé :

a) De charger le Directeur général par intérim de négocier avec l'Office des Nations Unies à Genève au sujet du loyer de 1993 et au-delà, et d'étudier, puis de présenter au Conseil d'administration, différentes possibilités concernant les locaux de l'Institut à Genève et à New York;

b) De demander, en attendant que soient engagées les négociations voulues, que le loyer perçu soit remboursé;

c) De porter la question à l'attention du Secrétaire général, ainsi qu'à celle du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et, le cas échéant, de l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration a adopté, avec les réserves indiquées plus haut, l'état consolidé des recettes, des dépenses, de l'actif et du passif."

Recommandation 9 c)

70. Il faudrait nommer sans attendre l'attaché de liaison chargé de la restructuration de l'UNITAR et formuler des directives précises pour le transfert des services comptables et financiers de New York à Genève, sans omettre de définir les obligations redditionnelles concernant les livres de valeur et les biens non consommables de nature à susciter des convoitises.

71. Aux termes de la résolution 47/227 de l'Assemblée générale, en date du 8 avril 1993, la désignation d'un attaché de liaison incombe au Secrétariat et non à l'UNITAR.

Recommandation 9 d)

72. Il faudrait analyser les comptes déficitaires du Fonds "Dons à des fins spéciales" afin de pouvoir passer les écritures voulues pour les solder.

73. Les projets du Fonds "Dons à des fins spéciales" dont les comptes sont déficitaires ont tous été conçus et réalisés à New York. La plupart des projets ont été interrompus du fait du processus de restructuration et de rationalisation de l'UNITAR. L'UNITAR considère que ce déficit devrait être inclus dans la dette globale envers l'ONU, qui a été annulée en contrepartie de la cession de l'immeuble de l'UNITAR. Tant les débats de la quarante-septième session de l'Assemblée générale que la lettre et l'esprit de la résolution 47/227 ne font pas de distinction entre les origines possibles de la dette. La volonté des États Membres était de toute évidence d'annuler la dette et de donner à l'UNITAR une chance de repartir sur des bases nouvelles et saines. Les comptes déficitaires actuels représentent environ la moitié du Fonds général de l'UNITAR. Si son paiement était exigé, cela pourrait compromettre l'avenir

de l'Institut et irait à l'encontre de la volonté des États Membres. La question sera portée à l'attention du Conseil d'administration de l'UNITAR à sa prochaine session, au cas où ce déficit ne serait pas annulé en même temps que la dette de l'UNITAR, en application de la résolution 47/227.

Recommandation 9 e)

74. Les fonctionnaires des finances et administrateurs de projets de l'UNITAR devraient être chargés de contrôler les comptes du Fonds "Dons à des fins spéciales" afin que les dépenses afférentes aux projets financés par le Fonds soient correctement imputées et que les demandes éventuelles de fonds supplémentaires soient faites en temps utile.

75. Comme suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes, l'UNITAR a introduit un nouveau système informatique (logiciel Excel) permettant aux administrateurs de programmes de contrôler constamment la situation financière des projets du Fonds "Dons à des fins spéciales" dont ils sont responsables. Ce système devrait être entièrement opérationnel avant la fin de 1994.

E. Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

76. Les comptes relatifs aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sont également vérifiés chaque année par le Comité des commissaires aux comptes. Le résumé des recommandations formulées par le Comité dans son rapport pour l'année 1992⁶ et les mesures prises pour appliquer ces recommandations sont exposés ci-après.

Recommandation 9 a)

77. Le Comité a fait deux observations concernant cette recommandation :

a) L'Administration devrait revoir ses procédures de façon à exercer un contrôle interne plus efficace sur les opérations de trésorerie;

b) La section de la Division de vérification interne des comptes (aujourd'hui Division de l'audit et du contrôle de gestion) chargée du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) devrait s'attacher en priorité à renforcer le contrôle interne des opérations de trésorerie dans les bureaux extérieurs.

Mesures prises par l'Administration

78. Ces recommandations s'inspirent des observations faites dans les chapitres du rapport de vérification des comptes traitant de la gestion des ressources de trésorerie; trois paragraphes particuliers, soit 70, 75 et 79, sont mentionnés dans la recommandation récapitulative 9 a).

79. Dans la recommandation détaillée contenue au paragraphe 70, le Comité indique que les plafonds mensuels des comptes d'avance en dollars à solde nul

doivent être déterminés de façon plus réaliste et plus rationnelle en les révisant périodiquement.

80. Concernant cette recommandation, il convient de noter que les plafonds des comptes d'avance en dollars à solde nul ont été examinés et ajustés. Ces plafonds doivent être constamment réexaminés en fonction des besoins et font l'objet d'une attention constante.

81. Dans la recommandation détaillée formulée au paragraphe 75, le Comité précise que "le HCR devrait renforcer le contrôle exercé sur l'ouverture de comptes bancaires par les partenaires d'exécution afin d'empêcher que les fonds ne soient utilisés à des fins autres que celles spécifiées. Par ailleurs, le fonds de caisse devrait être déterminé en fonction des besoins opérationnels et non des retards qui peuvent intervenir dans l'administration des besoins extérieurs".

82. Concernant la création de comptes bancaires séparés pour les projets du HCR, cette exigence est une clause standard des accords de projet du HCR. Les discussions que le HCR a eues à ce sujet avec les partenaires d'exécution ont été très encourageantes. Toutefois, dans les cas où les partenaires d'exécution (particulièrement les organes gouvernementaux) refusent d'en discuter, le HCR se trouve devant un dilemme, celui de n'avoir pas d'autre partenaire d'exécution vers qui se retourner pour la prise en charge des réfugiés. Le HCR continuera de présenter les observations des vérificateurs des comptes aux partenaires d'exécution concernés.

83. Concernant la recommandation sur la petite caisse, il convient de remarquer que les plafonds ne sont pas établis sur la base de retards prévus dans l'administration des bureaux extérieurs mais essentiellement sur la base des besoins; toutefois, le HCR estime que le délai requis pour le transport des fonds d'une délégation à un bureau extérieur (ce que les vérificateurs des comptes qualifient de retard administratif) peut également être pris en considération.

84. Concernant la recommandation détaillée figurant au paragraphe 79, deux observations sont faites :

a) L'Administration devrait réévaluer ses procédures pour améliorer l'efficacité des contrôles internes;

b) La section de la Division de vérification interne des comptes chargée du HCR devrait élaborer une stratégie de vérification des comptes. Chaque année, la section devrait concentrer ses efforts sur un domaine spécifique afin d'assurer une meilleure couverture des bureaux extérieurs et d'obtenir des résultats tangibles. Pour l'année qui vient, les vérificateurs devraient s'attacher à renforcer le contrôle interne des opérations de trésorerie dans les bureaux extérieurs.

85. La première des recommandations susmentionnées découle de la pratique au siège qui consiste à confier à un seul fonctionnaire la collecte des fonds, le dépôt des fonds recueillis à la banque et la préparation des états mensuels de rapprochement bancaires. De même, dans un certain nombre de bureaux extérieurs,

/...

un seul fonctionnaire est responsable de la garde des fonds, de la tenue des comptes et de l'établissement des états de rapprochement bancaires.

86. Au siège, la recommandation a été strictement suivie, à tel titre qu'un nouveau poste a été créé pour s'acquitter des tâches spécifiques indiquées par les vérificateurs des comptes. Dans les bureaux extérieurs, le HCR continue d'agir comme l'indique le rapport des vérificateurs des comptes.

87. Concernant la deuxième des recommandations indiquées au paragraphe 84 ci-dessus, le HCR travaille en étroite collaboration avec le Secrétaire général adjoint aux inspections et aux enquêtes récemment nommé pour établir des stratégies de vérification des comptes et pour renforcer la capacité de la section de la Division de vérification interne des comptes chargée du HCR. Le HCR espère ainsi renforcer le contrôle financier interne des bureaux extérieurs et du siège.

Recommandation 9 b)

88. La délégation du Costa Rica devrait immédiatement réexaminer son système de contrôle interne des opérations de trésorerie et, à cette occasion, examiner à fond les paiements effectués sans justificatifs suffisants et les chèques qui ont été honorés par les banques alors qu'ils ne portaient pas les signatures autorisées.

Mesures prises par l'Administration

89. La délégation du Costa Rica a répondu à toutes les questions soulevées par les vérificateurs extérieurs des comptes et a commencé à mettre en oeuvre les recommandations avant même le départ des vérificateurs des comptes du Costa Rica. Sur les questions particulières soulevées, il peut être réaffirmé que : a) il y a eu un examen complet des chèques établis sans les justificatifs nécessaires et payés par la banque sans les signatures conjointes requises et il a été établi qu'il n'y avait eu aucune malversation ou perte de fonds; b) avant d'être placés dans un coffre, tous les chèques vierges reçus de la banque sont vérifiés par le fonctionnaire chargé de l'administration afin de s'assurer que le nombre exact de chèques commandé a été reçu; c) la banque a reçu un aide-mémoire précisant ses responsabilités concernant la façon d'honorer les chèques et a reçu des instructions pour retourner les chèques payés chaque mois; d) et un dossier spécial contenant les accords de base, les modalités d'opération et les copies des spécimens des signatures a été ouvert.

Recommandation 9 c)

90. Le HCR devrait continuer à tout mettre en oeuvre pour parvenir, dans des cas appropriés, à la conclusion d'accords tripartites et d'accords subsidiaires connexes. Entre-temps, il faudrait modifier les accords déjà signés avec les partenaires et agents d'exécution pour y inclure les dispositions voulues sur la responsabilité de la gestion des fonds et l'étendue des vérifications exigées.

Mesures prises par l'Administration

91. Le HCR trouve préoccupant qu'un certain nombre de gouvernements ne souhaitent pas conclure d'accords tripartites. Concernant le cas spécifique mentionné par les vérificateurs des comptes en Thaïlande, plusieurs entretiens avec le Ministre de l'intérieur n'ont pas pu aboutir. Toutefois, le HCR poursuit ses efforts dans ce sens. Tous les accords subsidiaires du HCR contiennent des dispositions en matière de vérification des comptes, non seulement par des vérificateurs intérieurs et extérieurs des comptes des Nations Unies mais aussi par les établissements de vérification des comptes du pays hôte. Toutefois, ces dispositions ne sont pas toujours suivies et il est parfois impossible pour le HCR d'imposer des sanctions aux partenaires d'exécution, particulièrement si ce sont des organes gouvernementaux.

92. Cette recommandation est actuellement mise en oeuvre par le HCR dans le cadre des négociations qu'il organise avec le pays hôte et les partenaires d'exécution pour les persuader de se conformer aux procédures établies par le HCR.

Recommandation 9 d)

93. Il faudrait examiner les lacunes administratives et les carences de la coordination à l'origine de retards dans l'exécution des projets et prendre les mesures correctives qui s'imposent.

Mesures prises par l'Administration

94. Cette recommandation porte sur la réception tardive des lettres d'instruction.

95. Des améliorations considérables ont été apportées à la préparation des lettres d'instruction de 1993 moyennant l'adoption de rapports de situation concernant la préparation des lettres d'instruction dans les différentes sections du HCR. Autre initiative prise concernant ces documents pour 1994, l'adoption d'une lettre d'instruction préliminaire télécopiée par le siège en attendant la réception de la lettre d'instruction authentique; la télécopie récapitule toutes les autorisations essentielles à la conduite du projet.

Recommandation 9 e)

96. Le HCR devrait réviser son système d'allocation des fonds de façon à assurer une répartition efficace et plus rationnelle des ressources entre les projets. L'Administration devrait continuer à examiner afin de les annuler les engagements non réglés figurant depuis longtemps dans les comptes, notamment ceux constatés en contrepartie de contributions en nature, dont le montant total s'élevait à 33,8 millions de dollars au 31 décembre 1992.

Mesures prises par l'Administration

97. Plusieurs fois par an, un examen complet des projets de l'année antérieure est entrepris afin d'annuler les soldes résiduels qui ne sont plus nécessaires.

98. La mise en oeuvre de ces recommandations s'inscrit dans un processus annuel bien défini.

Recommandation 9 f)

99. Les bureaux extérieurs du HCR devraient prendre des dispositions de nature à inciter les partenaires opérationnels et les agents d'exécution à utiliser les ressources de manière plus économique et plus efficace, notamment en instituant un système de suivi rigoureux et en inspectant plus fréquemment les camps de réfugiés et les zones d'opérations.

Mesures prises par l'Administration

100. Le HCR a entrepris un examen approfondi des processus relatifs à la sélection et à la gestion des partenaires d'exécution ainsi qu'un examen complet des systèmes et procédures financiers afin de rationaliser et renforcer la gestion et le contrôle des finances et d'assurer une exécution des programmes plus efficiente et efficace.

101. La mise en oeuvre de cette recommandation a commencé à la mi-1993 et devrait être achevée à la mi-1994.

Recommandation 9 g)

102. Le HCR devrait poursuivre l'élaboration de son plan et de sa stratégie d'informatisation du système de gestion financière et de gestion du personnel en recherchant une meilleure intégration. Il conviendrait de travailler en collaboration étroite avec le Comité chargé du système intégré de gestion des Nations Unies afin de tirer parti de l'expérience acquise par l'Organisation et de déterminer quel système déjà mis au point par elle pourrait être adapté aux besoins du HCR.

Mesures prises par l'Administration

103. Le HCR a été en contact étroit avec l'équipe de New York chargée du système intégré de gestion tout au long de l'année passée et met actuellement à l'essai ce système dans le cadre d'une opération pilote. Eu égard au système financier, une étude complète est entreprise afin de permettre d'évaluer si le système intégré de gestion répondra aux besoins futurs des systèmes d'information du HCR; cette étude devrait être achevée à la fin du premier trimestre de 1994.

Recommandation 9 h)

104. Le Comité émet trois recommandations concernant la préparation et la présentation des rapports de suivi des projets :

a) Le groupe de travail récemment constitué devrait continuer à analyser et à traiter les rapports concernant les projets achevés;

b) Des rapports trimestriels sur l'état d'avancement des rapports prescrits devraient être établis et largement distribués;

/...

c) Il faudrait faire respecter les obligations prévues par les accords, y compris les accords subsidiaires en matière de présentation de rapports.

Mesures prises par l'Administration

105. Le Groupe de travail constitué au début de cette année pour liquider l'arriéré de rapports de suivi des projets a presque terminé ses travaux. Le HCR examine également les procédures existantes pour la clôture des projets afin de les rationaliser. Cette opération permettra de clore les projets en temps voulu et de façon efficace; cette étude devrait être achevée à la mi-1994.

106. Concernant les deuxième et troisième parties de la recommandation (par. 104 ci-dessus), il convient de remarquer que l'état des rapports présentés et des projets devant être clos a été informatisé pour pouvoir être consulté à tout moment par les usagers. Cela permettra un suivi plus opportun à l'avenir concernant la présentation de rapports de projets ainsi que la satisfaction d'exigences en matière d'établissement de rapports. En outre, les études dont il est fait état dans les commentaires relatifs à la recommandation 9 f) devraient améliorer la capacité du HCR de satisfaire les exigences d'établissement de rapports telles qu'elles sont consignées dans les accords et accords subsidiaires conclus avec les partenaires d'exécution.

Recommandation 9 i)

107. Il faudrait analyser les conditions dans lesquelles s'effectue le recrutement du personnel temporaire et des consultants, afin de déterminer s'il convient d'autoriser des exceptions aux instructions administratives existantes ou de publier de nouvelles instructions s'appliquant spécifiquement au HCR.

Mesures prises par l'Administration

108. Le HCR a commencé cette étude en 1993. Cette dernière devrait être achevée en 1994.

Recommandation 9 j)

109. Il faudrait demander aux bureaux extérieurs de remplir comme prescrit les documents concernant les livraisons de marchandises ayant fait l'objet d'un transport international.

Mesures prises par l'Administration

110. Le système d'achat a été modifié pour émettre des rappels concernant les bons de réception. Une instruction a été communiquée aux bureaux extérieurs concernant l'envoi en temps voulu de bons de réception.

111. Le premier stade de la mise en oeuvre est achevé. Le HCR devra néanmoins donner suite à cette question pour en garantir le strict respect par tous les bureaux extérieurs.

Recommandation 9 k)

112. Les demandes d'achat devraient être soigneusement remplies pour que les marchandises soient livrées dans de brefs délais et conformément aux spécifications données, le but étant de répondre aux besoins des réfugiés.

Mesures prises par l'Administration

113. Des instructions écrites concernant l'éventail des questions liées aux autorisations d'achat sont en cours de préparation.

114. La mise en oeuvre de cette recommandation sera achevée à la fin de 1993.

Recommandation 9 l)

115. Le HCR devrait prendre les mesures requises pour que les bureaux extérieurs soient mieux à même de respecter les dispositions régissant les achats.

Mesures prises par l'Administration

116. Le HCR a pris des mesures pour renforcer les processus d'achat, y compris l'informatisation de la gestion des achats dans les bureaux régionaux.

117. La mise en oeuvre de cette recommandation est en cours et se poursuivra en 1994.

Recommandation 9 m)

118. L'Administration devrait continuer à rechercher des fournisseurs de remplacement pour des articles couramment utilisés dans les opérations de secours aux réfugiés.

Mesures prises par l'Administration

119. Les efforts déployés en 1992 pour trouver d'autres fournisseurs se sont poursuivis en 1993 avec de bons résultats. Dans le cas spécifique mentionné au paragraphe 43 du rapport concernant la fourniture de bâches en plastique renforcé, plusieurs fournisseurs possibles ont été identifiés. Toutefois, bien qu'ils proposent des prix inférieurs, ils demandent un délai de livraison plus long et sont basés dans des pays loin des lieux d'exécution des programmes actuels. Bien que le HCR passe des commandes aux fournisseurs offrant des tarifs plus compétitifs pour constituer des stocks stratégiques, il est probable que dans son souci de réagir rapidement aux situations d'urgence, le HCR doive continuer de dépendre de son fournisseur traditionnel.

120. L'effort déployé pour identifier des fournisseurs compétitifs pouvant également honorer rapidement des commandes urgentes est un constant défi pour le HCR. Concernant le produit particulier mentionné dans le rapport de vérification des comptes – bâches en plastique renforcé –, le HCR a déjà identifié quatre nouveaux fournisseurs.

Recommandation 9 n)

121. Le Comité rappelle que les rapports sur les contributions en nature doivent être présentés en temps voulu. Dorénavant, ces contributions devront être comptabilisées conformément aux normes comptables communes en cours d'élaboration pour le système des Nations Unies.

Mesures prises par l'Administration

122. Un effort spécial a été fait par le HCR pour améliorer la présentation des rapports, et le nombre des demandes en suspens a considérablement diminué. Les procédures existantes du HCR pour l'enregistrement des contributions sont conformes aux normes de comptabilité des Nations Unies.

123. La mise en oeuvre de cette recommandation est en cours et se poursuivra en 1994.

Recommandation 9 o)

124. Il faudrait tenir une comptabilité matières et appliquer les procédures régissant le contrôle et la cession des biens durables, notamment l'établissement de documents pertinents afin que les responsabilités soient dûment établies.

Mesures prises par l'Administration

125. Un groupe de travail révisé actuellement les principes directeurs pour la gestion des biens durables afin de les appliquer dans tous les bureaux extérieurs.

126. La mise en oeuvre devrait être achevée au cours du premier semestre de 1994.

Recommandation 9 p)

127. Il faudrait mener, au nom du HCR, des négociations avec le gouvernement du pays hôte sur le statut des agents locaux au Viet Nam.

Mesures prises par l'Administration

128. Le PNUD, au nom de toutes les institutions des Nations Unies, est responsable des négociations avec les autorités vietnamiennes à ce sujet. Au cours de sa visite au Viet Nam en avril 1993, le Secrétaire général a fait savoir aux autorités son intention de résoudre cette question.

129. Des négociations sont en cours. Des indications récentes du PNUD laissent à penser qu'elles devraient prochainement aboutir.

F. Programme des Nations Unies pour l'environnement

130. Le résumé des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport pour 1990-1991⁷, ainsi que les mesures prises par le PNUD en application de ces recommandations, figurent ci-après.

Recommandation 7 a)

131. L'exécution de projets financés à l'aide de fonds d'affectation spéciale devrait être accélérée de façon que les fonds disponibles puissent être utilisés au mieux.

132. Cette recommandation s'applique expressément au Fonds d'affectation spéciale pour le Fonds multilatéral au titre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, le seul pour lequel on ait constaté un taux d'emploi des ressources disponibles particulièrement faible. C'est le Comité exécutif du Fonds multilatéral qui est responsable de l'examen et de l'approbation des projets et qui prend les décisions relatives aux décaissements. Au cours de l'exercice biennal 1992-1993, un montant de 120 millions de dollars des États-Unis a été versé aux organismes chargés de l'exécution des projets pour le financement des projets approuvés. Pour 1990-1991, ce chiffre était de 8 millions de dollars des États-Unis, ce qui indique clairement qu'en 1992-1993, davantage de programmes ont été approuvés et financés.

133. Par ailleurs, les contributions ont également fortement augmenté au cours de cette période, de sorte qu'à la fin de l'exercice biennal 1992-1993, il restait un solde important de ressources disponibles non utilisées. Le Comité exécutif a proposé les solutions suivantes :

a) Billets à ordre. Le Comité exécutif et les donateurs se sont mis d'accord sur l'utilisation de billets à ordre, qui ne seront encaissés qu'à mesure que les fonds sont nécessaires, ce qui ralentira l'alimentation du Fonds;

b) Avances aux organismes chargés de l'exécution des projets. Auparavant, les organismes chargés de l'exécution des projets recevaient les fonds en une seule avance pour l'ensemble d'un programme pouvant s'étendre sur plusieurs années. Ils en arrivaient ainsi à détenir d'importantes avances qui n'étaient pas utilisées dans l'immédiat. Le Comité exécutif a donc décidé d'accorder des avances sur une base annuelle, ce qui réduira efficacement le montant des avances détenues par les organismes chargés de l'exécution des projets;

c) Approbation des projets. Le processus d'approbation était relativement lent du fait que les projets devaient être examinés et approuvés par le Comité exécutif, qui ne se réunit, dans les meilleurs cas, que trois fois par an. Le Comité exécutif a à présent délégué ces fonctions à un sous-comité, qui se réunira plus régulièrement pour approuver les projets devant être exécutés immédiatement.

Recommandation 7 b)

134. Un meilleur système de notification des dépenses au titre des projets effectués en application du Protocole de Montréal devrait être mis au point avec l'organisme chargé de l'exécution de ces projets.

135. Le PNUE et le PNUD ont décidé qu'en raison du décalage entre les dates de clôture de leur exercice financier, les états financiers du PNUD devant apparaître dans le rapport du PNUE porteront sur le quatrième trimestre de l'année précédente et les trois premiers trimestres de l'année en cours.

136. Le paragraphe 25 du rapport du Comité indiquait que des dépenses au titre de projets financés à l'aide d'une avance de 1,3 million de dollars des États-Unis s'inscrivant dans le cadre de l'application du Protocole de Montréal par le PNUD n'apparaissaient pas dans les états financiers du PNUE. En réalité, les trois premiers trimestres apparaissaient bien, et seules les dépenses du quatrième trimestre n'étaient pas incluses dans les états financiers pour l'exercice biennal 1990-1991, en raison du décalage entre les périodes sur lesquelles portent les rapports du PNUE et du PNUD.

Recommandation 7 c)

137. Les projets devraient être exécutés en fonction des fonds disponibles et sur la base d'estimations raisonnables quant aux versements futurs, afin de limiter les révisions dues à des difficultés de financement.

138. En règle générale, les projets financés à l'aide de fonds d'affectation spéciale ne sont approuvés que lorsque les fonds ont effectivement été versés au compte du Fonds d'affectation spéciale du PNUE, ou, exceptionnellement, lorsqu'un accord signé du donateur indique que les fonds seront mis à la disposition du PNUE aux fins prévues. En ce qui concerne les fonds généraux d'affectation spéciale pour les secrétariats des conventions, des révisions sont nécessaires car les quotes-parts des pays membres sont versées à différents moments de l'année, et souvent vers la fin de l'année. Le budget étant établi sur la base des fonds détenus, des révisions sont nécessaires pour mettre les fonds supplémentaires à la disposition des secrétariats et leur permettre d'accomplir leurs activités. Deux ou trois révisions par an sont habituellement nécessaires pour faciliter le fonctionnement des secrétariats.

Recommandation 7 d)

139. Les activités des administrateurs de programmes et des spécialistes de la gestion des fonds devraient être convenablement coordonnées afin d'améliorer le contrôle des dépenses.

140. Cette recommandation a été portée à l'attention des administrateurs de programmes et des spécialistes de la gestion des fonds. Désormais, les administrateurs de programmes reçoivent chaque mois un relevé des comptes de leurs projets indiquant les dépenses et les engagements. En outre, les administrateurs de programmes reçoivent un état mensuel des crédits alloués, des engagements de dépenses et des contributions reçues ainsi que des ressources disponibles.

Recommandation 7 e)

141. La composition actuelle des fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique devrait être examinée en vue de regrouper certains de ces fonds pour en améliorer la gestion.

142. En 1992, on a demandé aux 11 pays fournissant des administrateurs auxiliaires et des administrateurs s'ils voyaient une objection au regroupement de ces fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique. Parmi ces pays, un seul a déclaré n'avoir pas d'objection à ce regroupement. Cinq pays s'y sont opposés et les autres ont demandé un temps de réflexion ou n'ont pas répondu. Le Conseil d'administration, lors de sa dix-septième session, a donc noté que les efforts visant à réduire le nombre de fonds d'affectation spéciale n'avaient pas recueilli l'approbation des gouvernements y contribuant.

Recommandation 7 f)

143. Des mesures devraient être prises pour que les rapports requis soient remis afin de permettre la clôture en temps voulu des projets achevés.

144. Les mesures suivantes ont été prises :

a) Un suivi régulier a été instauré, dans de nombreux cas avec l'aide des bureaux de pays du PNUD, afin d'obtenir les rapports requis des organismes de soutien. En outre, les administrateurs de programmes et les centres d'activité du programme ont été instamment priés de soumettre leurs rapports dans les meilleurs délais, afin de faciliter la clôture des projets;

b) Le cas échéant, les derniers versements aux organismes chargés de l'exécution des projets sont subordonnés à la présentation des rapports demandés;

c) Les bureaux régionaux du PNUE ayant vu leur rôle renforcé, on peut s'attendre à ce qu'ils puissent produire sans retard les rapports demandés, ce qui facilitera la clôture en temps voulu des projets achevés.

Recommandation 7 g)

145. Le siège du PNUE devrait établir un inventaire de base de l'ensemble des biens durables du PNUE.

146. Le siège du PNUE établit un inventaire de base de l'ensemble des biens durables du PNUE, y compris ceux détenus par les bureaux régionaux, à l'exception de l'équipement informatique utilisé à Nairobi, dont l'inventaire est établi par la Section des services d'appui informatique, qui en transmet un exemplaire à la Section des services généraux.

G. Fonds des Nations Unies pour la population

147. Les mesures prises par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) en application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport pour 1990-1991⁸ sont présentées dans le tableau ci-après :

Recommandations	Actions de suivi	Situation actuelle/observations
<p>Il faudrait faire un maximum d'efforts pour éviter que le rapport entre les dépenses des services d'exécution et les dépenses au titre des programmes n'augmente davantage [rec. 6 a)].</p>	<p>Au cours de l'exercice biennal 1992-1993, le FNUAP a exécuté un plan d'économie qui lui a permis de réaliser une économie brute de 17,5 millions de dollars des États-Unis. (Les dépenses au titre des services administratifs et des services d'appui aux programmes ne dépassaient pas 93 % des crédits ouverts approuvés par le Conseil d'administration.) En 1994, les dépenses au titre des services administratifs et des services d'appui aux programmes devraient augmenter de 10,3 % par rapport à 1993. Dans ce cas, le FNUAP réaliserait une économie brute de 6 millions de dollars des États-Unis sur les crédits ouverts pour 1994.</p>	<p>En 1992, le Fonds a réussi à réduire à 17,9 % le rapport entre les dépenses au titre des services administratifs et des services d'appui aux programmes et les recettes provenant des ressources ordinaires. Pour l'exercice biennal 1992-1993, le rapport était de 19,2 %.</p>
<p>Il faudrait renforcer considérablement le contrôle du matériel du FNUAP confié aux agents d'exécution. Il faudrait établir des dispositions et des procédures appropriées pour assurer le contrôle du matériel. [rec. 6 b) et c)].</p>	<p>Le Fonds a inclus dans les accords conclus entre le FNUAP et les agents d'exécution des Nations Unies les dispositions et procédures appropriées, leur demandant expressément : a) d'établir des listes complètes et exactes de tous les équipements, fournitures et autres biens durables achetés à l'aide des fonds du FNUAP; b) d'établir périodiquement l'inventaire de tous les équipements, fournitures et autres biens durables conformément aux règles et règlements financiers de l'agent d'exécution; et c) de fournir au FNUAP, lorsque celui-ci en fait la demande justifiée, des inventaires détaillés de ces biens. Des dispositions semblables ont été introduites dans les directives sur les procédures financières publiées en 1993 à l'intention de tous les gouvernements et organisations non gouvernementales exécutant des projets au nom du FNUAP.</p>	<p>Afin d'assurer l'exécution correcte des procédures établies, le FNUAP utilise de nouveaux logiciels.</p>

Recommandations	Actions de suivi	Situation actuelle/observations
Il faudrait appliquer sans délai la décision du Conseil d'administration concernant la création d'un groupe de vérification interne distinct pour le FNUAP [rec. 6 d)].	La Section de vérification interne des comptes du FNUAP est devenue opérationnelle en mai 1993 avec la nomination du chef de section. Les comptes de 13 bureaux extérieurs ont ainsi pu être vérifiés en 1993, contre cinq en 1992. Le FNUAP a également adhéré aux accords du PNUD concernant les services fournis par le centre régional de service de Kuala Lumpur (Malaisie), qui assurera la vérification annuelle des comptes de tous les bureaux de directeurs de pays du FNUAP dans la région de l'Asie et du Pacifique.	La procédure de sélection d'un candidat au poste de vérificateur des comptes de 2e classe a été achevée en 1994, et la procédure de recrutement a commencé.
Il faudrait mettre fin immédiatement à la pratique de l'approbation rétroactive des contrats de consultants [rec. 6 e)].	Le 10 janvier 1992, le Fonds a publié des directives concernant le recrutement de consultants, et il a pris de nombreuses mesures pour assurer le strict respect de ce règlement par le personnel des services extérieurs. En 1993, il n'y a eu qu'un seul cas de nomination rétroactive. Celle-ci a été approuvée à titre exceptionnel, comme signalé au Comité des commissaires aux comptes le 23 juillet 1993.	Il n'y a eu aucun autre cas d'approbation rétroactive de contrat de consultant depuis juillet 1993.
Il faudrait asseoir sur une base juridique solide les services d'achat pour le compte d'autres organismes des Nations Unies [rec. 6 f)].	Le FNUAP a demandé l'aide de la Division des questions juridiques générales afin d'établir une base juridique permettant au FNUAP de conclure de tels accords d'achat. Pour donner suite à la recommandation, le FNUAP a ensuite rédigé deux projets de nouveau règlement financier (5.4 et 14.6) qui ont été approuvés par le Conseil d'administration en 1993.	Dorénavant, le FNUAP ne fournit des services d'achat qu'après la signature d'un accord officiel entre le FNUAP et les autorités nationales bénéficiaires.

Recommandations	Actions de suivi	Situation actuelle/observations
Les arrangements relatifs au partage des coûts afférents aux locaux et aux services dans les bureaux extérieurs devraient être fondés sur des critères clairement définis [rec. 6 g)].	Des représentants du FNUAP ont été chargés d'identifier et d'examiner les accords de partage des coûts et d'informer le siège des critères de répartition. Ces coûts ont été examinés par le siège du FNUAP et l'équité de leur répartition a été évaluée par les divers bureaux extérieurs.	Les bureaux extérieurs ont été dotés d'un outil leur permettant d'analyser et de négocier les accords de partage des coûts. Jusqu'à présent, les bureaux extérieurs ont réagi favorablement et ces accords sont plus transparents.
Il faudrait réexaminer la procédure suivie pour l'achat et l'utilisation des véhicules officiels dans les bureaux extérieurs [rec. 6 h)].	Le FNUAP a rédigé un projet de directives concernant les véhicules de fonction, afin de s'attaquer aux incohérences et aux lacunes du système d'attribution des véhicules aux bureaux extérieurs du FNUAP, surtout dans le cas où aucun directeur de pays résident n'est en poste. Ces directives ont également pour but de compléter les dispositions du Manuel d'administration générale du PNUD s'appliquant au FNUAP.	La version finale des directives devrait être publiée d'ici le milieu de l'année.
Les activités financées sur une base multilatérale et bilatérale (fonds d'affectation spéciale) devraient être surveillées de plus près pour éviter qu'elles ne se traduisent par des soldes négatifs [rec. 6 i)].	Le FNUAP veille à ce que les fonds au titre des projets ne soient utilisés que lorsqu'ils sont disponibles et que les autorisations de dépense sont conformes aux accords multilatéraux conclus entre le Fonds et les donateurs. À cette fin, le Fonds surveille les comptes des fonds d'affectation spéciale à l'aide des informations fournies par la Section de la trésorerie du PNUD. Les donateurs sont informés en temps utile des fonds en suspens.	Le FNUAP a également modifié des accords multilatéraux pour y inclure une procédure de règlement des problèmes impliquant des passifs financiers.
Les accords multilatéraux (fonds d'affectation spéciale) devraient comporter des clauses de sauvegarde de nature à protéger le FNUAP contre des obligations financières imprévues [rec. 6 j)].		

Recommandations	Actions de suivi	Situation actuelle/observations
Le Manuel des politiques et procédures du FNUAP devrait être mis à jour sans autre délai [rec. 6 k)].	Plusieurs sections du Manuel des politiques et procédures ont fait l'objet d'une rédaction préliminaire en 1993, et elles ont été examinées par un groupe de travail interne. Après approbation de la version finale par le Comité des politiques et de la planification, ces chapitres seront inclus dans le Manuel des politiques et procédures.	En outre, l'Administration and Procurement Manual en est à sa phase finale.

H. Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains

148. Les mesures adoptées par la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains dans le cadre de l'application des recommandations du Comité des commissaires aux comptes dans son rapport pour l'exercice biennal 1990-1991⁹ sont énoncées dans le tableau ci-dessous.

<u>Résumé des recommandations</u>	<u>Calendrier d'application</u>
Il conviendrait de veiller, grâce à un contrôle efficace, à ce que les dépenses consacrées aux services contractuels n'excèdent pas le montant des crédits alloués [recommandation 7 a)].	Des mesures strictes ont été mises en place pour assurer le contrôle des dépenses au jour le jour.
Des mesures strictes devraient être prises afin d'assurer un contrôle adéquat des stocks de biens durables [recommandation 7 b)].	Un inventaire a été récemment dressé au siège où les données sont actuellement analysées. Le centre s'attachera à faire respecter les procédures d'inventaire par tous les bureaux extérieurs.
Il faudrait encourager la mise en concurrence des imprimeurs locaux choisis pour les contrats d'impression [recommandation 7 c)].	Tous les contrats d'impression font actuellement l'objet d'un appel à la concurrence. Afin d'éviter les appels d'offres répétés, la Fondation compte éliminer les critères d'impression et instituer un système prévoyant l'octroi d'un marché à l'issue d'un appel à la concurrence et des prix fixés pour une période d'un an.
Il conviendrait de faire en sorte que tous les services de l'Organisation utilisent de manière systématique un fichier centralisé de consultants afin qu'une politique uniforme soit adoptée pour l'engagement des consultants [recommandation 7 d)].	La recommandation a déjà été appliquée et ses dispositions sont scrupuleusement respectées.
L'exécution des projets devrait être améliorée grâce à une bonne tenue des comptes et à une clôture en temps voulu des projets achevés [recommandation 7 e)].	La section des finances de la Fondation en étroite coopération avec les spécialistes de la gestion des programmes s'évertue déjà à clôturer les comptes six mois après l'achèvement du projet.

Résumé des recommandations

Calendrier d'application

Il faudrait périodiquement examiner l'état des engagements non réglés [recommandation 7 f)].

Les engagements non réglés sont maintenant régulièrement surveillés et réglés.

I. Centre du commerce international

149. Le résumé des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport pour l'exercice biennal 1990-1991¹⁰ et les mesures adoptées par le CCI dans le cadre de l'application de ces recommandations figurent ci-après.

Recommandation 6 a)

150. Il faudrait pourvoir immédiatement les postes de direction vacants au Centre.

151. Cette question n'est pas du ressort du CCI. Le Secrétaire général et le Directeur général de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ont annoncé la nomination du Directeur exécutif. Les autres postes de direction vacants au CCI devraient être pourvus sous peu.

Recommandation 6 b)

152. Il faudrait réexaminer les méthodes de contrôle interne applicables au paiement des traitements et des frais de voyage, afin d'éviter les trop perçus.

153. Le CCI a découvert en mars 1992 que certains agents non locaux engagés pour une période de courte durée avaient perçu, pendant un certain temps, des indemnités journalières excessives. Des mesures ont été immédiatement prises en collaboration avec le service de paie de l'Office des Nations Unies à Genève pour éviter que pareille situation ne se reproduise et pour récupérer les débets. Tout l'argent a été récupéré sauf dans un cas où il n'a pu l'être qu'en partie, le CCI ayant obtenu l'assurance que l'ancien agent non local rembourserait le reliquat.

Recommandation 6 c)

154. Il faudrait réviser la règle de gestion financière 111.6 pour qu'elle puisse être conforme aux principes comptables généralement admis.

155. Le CCI a immédiatement révisé ses méthodes de calcul des variations de change conformément aux recommandations des vérificateurs de comptes; on suppose cependant que toute révision de la règle financière 111.6 proviendra de la Division de la comptabilité de l'Organisation des Nations Unies.

Recommandation 6 d)

156. Il faudrait pourvoir immédiatement le poste P-2 de la Division de vérification interne des comptes financé par le Centre.

157. Ce poste avait été initialement pourvu en 1992 à titre provisoire jusqu'au printemps de 1993, date à laquelle il avait été pourvu définitivement; seulement, le titulaire a démissionné en septembre 1993. Depuis lors, le CCI a maintes fois demandé à la Division de vérification interne des comptes et à la Division de l'audit et du contrôle de gestion d'envisager de faire recruter le futur titulaire par le Secrétariat de l'ONU étant donné que le poste P-2 appartient à la Section Europe de la Division. En attendant, le CCI a proposé de détacher un de ses fonctionnaires.

Recommandation 6 e)

158. Il ne faudrait plus engager de conseiller sans s'être assuré auparavant que le Centre disposera de fonds nécessaires.

159. La pratique consistant à accorder des contrats de 12 mois sur la base de cette formule a été abandonnée. Les postes ne sont plus financés qu'à partir des ressources de base et on n'offre pas de contrat tant que le financement n'est pas trouvé.

Recommandation 6 f)

160. Il faudrait mettre fin à la pratique consistant à employer de façon quasi permanente des agents engagés au titre de projets pour des périodes de courte durée.

161. Le nombre de ce groupe de conseillers basés au siège, c'est-à-dire ceux qui fournissent leurs apports à divers projets nationaux et régionaux pour des périodes de courte durée a été considérablement réduit et le CCI continue de s'employer à résorber graduellement cette catégorie de personnel de projet.

Recommandation 6 g)

162. Avant d'engager des consultants ou des experts, il faudrait tenir compte des dépenses accessoires, telles que frais de voyage et indemnités de subsistance, qui sont encourues à ce titre en sus des traitements de base.

163. Suite à cette recommandation, le Centre a indiqué que la compétence est le facteur le plus déterminant dans le recrutement et que le fait de tenir compte des frais de voyage lèse les candidats de pays éloignés des lieux d'affectation en question. Le CCI a également demandé au Bureau des affaires juridiques de New York ce qu'il pensait de ce principe qui a confirmé que la prise en compte était non seulement discriminatoire mais allait également à l'encontre de l'esprit du règlement du personnel. Sans suivre cette recommandation, le Centre s'attachera cependant, au moment du recrutement, à tenir compte le plus possible des frais de voyage tant que cela ne lèse pas le candidat et n'entrave pas le bon déroulement du calendrier d'exécution du projet en question.

Recommandation 6 h)

164. Il faudrait faire preuve de plus de réalisme dans la planification des projets, notamment en ce qui concerne leurs objectifs et leur durée.

165. Les projets de coopération technique aux niveaux national et régional sont toujours programmés avec des institutions homologues, et les activités de projets correspondent souvent à des apports à des programmes lancés par l'institution ou d'autres organisations nationales ou régionales. Il se peut donc que, dans ce cas, les éléments ne soient pas totalement autonomes. Dans le cas de projets auxquels participent des entreprises et où la poursuite du financement est essentielle à la fourniture de divers services, souvent fondamentaux, le CCI s'efforcera de continuer à assurer le financement pour toute la période de l'élément de projet en question, bien qu'il faille pour cela que les pays donateurs s'engagent sur plusieurs années, ce qui peut ne pas toujours leur convenir.

Recommandation 6 i)

166. Afin d'améliorer la planification et l'exécution des projets de coopération technique, il faudrait pouvoir s'appuyer autant que possible sur des engagements de financement pluriannuels de la part des donateurs.

167. Le CCI est tout à fait de cet avis. Le Groupe consultatif mixte songe depuis 1991 à créer un fonds d'affectation spéciale pour les projets mondiaux, mais il faut attendre qu'un directeur exécutif soit nommé. On espère que cette question sera réglée sous peu; certains pays donateurs ne sont toutefois pas autorisés à faire officiellement des annonces de contributions volontaires pluriannuelles au CCI, comme c'est le cas également pour le PNUD où les annonces de contribution sont faites tous les ans.

Recommandation 6 j)

168. Il faudrait renforcer la coopération avec d'autres organismes des Nations Unies pour compléter les activités menées au titre de projets.

169. L'introduction par le PNUD de l'approche-programme pour la planification et l'exécution des programmes et projets de coopération technique a permis de resserrer les liens sur le plan opérationnel. Cela a été facilité par l'adoption par cet organisme de priorités thématiques telles que la réduction de la pauvreté, la création d'emplois, la réforme économique, etc., dans ses programmes nationaux, d'où l'institution d'une coopération entre plusieurs organismes aux rôles complémentaires. Le CCI continuera à suivre cette recommandation de près.

Recommandation 6 k)

170. Les projets fondés sur la participation d'entreprises devraient donner lieu à l'établissement d'accords écrits spécifiant les attributions et les apports de chaque partie.

171. Un groupe de travail interne du CCI a examiné en détail la participation des entreprises compte tenu des progrès réalisés dans l'application des directives détaillées publiées en 1987. Le rapport présenté à la direction le 31 mars 1994 porte notamment sur tous les points soulevés aux paragraphes 90 et 91 du rapport des commissaires aux comptes couvrant l'exercice biennal 1990-1991, en particulier le choix des entreprises et leurs obligations. Le

nouveau Directeur exécutif se prononcera officiellement sur ces recommandations quand il prendra ses fonctions à la mi-juin 1994.

Recommandation 6 l)

172. Le Centre ne devrait pas conclure avec les donateurs des accords qui risquent de réduire son indépendance en matière de recrutement.

173. Le Centre a informé le Comité qu'il ne considérerait pas la clause selon laquelle la disponibilité de consultants d'un pays donné serait dûment prise en compte comme ayant force obligatoire. Bien que cette clause ne figure que dans deux accords, le CCI n'avait conclu aucun nouvel accord de ce type au cours de l'exercice biennal 1992-1993. Le CCI tâchera d'éviter de recourir ultérieurement à de telles dispositions.

J. Université des Nations Unies

174. Les mesures prises par l'Université des Nations Unies (UNU) dans le cadre de l'application des recommandations que le Comité des commissaires aux comptes a formulées dans son rapport pour l'exercice biennal 1990-1991 sont énoncées ci-après¹¹.

Recommandations 7 a) et d) – Gestion des placements

175. Il conviendrait de garder à l'esprit que la responsabilité des placements du Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies incombe au Service de la gestion des placements du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Aussi lui appartient-il de respecter les restrictions imposées par certains donateurs en matière de placements spécifiques. La responsabilité de l'UNU se limite à recevoir de nouvelles contributions pour le Fonds de dotation et à les remettre au Service de la gestion des placements. Hormis la contribution visée aux paragraphes 29 à 32 du rapport des commissaires aux comptes, dont le placement avait été retardé par le fait qu'il fallait en clarifier la nature avec le donateur intéressé, l'UNU continue de verser toutes les contributions au service compétent sans tarder.

176. Le produit des placements du Fonds de dotation est alloué au financement des organes de l'Université selon la part des contributions versées au Fonds de dotation par des donateurs respectifs.

Recommandation 7 b) – Gestion de l'inventaire

177. Comme indiqué au paragraphe 44 du rapport du Comité des commissaires aux comptes, l'UNU a effectué un inventaire complet, avant de déménager à son nouveau siège permanent en juillet 1992. Le Gouvernement japonais a fourni beaucoup de mobilier et d'équipement supplémentaires pour que l'Université puisse se servir des nouveaux locaux. Tout a été bien agencé et répertorié. De surcroît, un système d'inventaire a été mis en place pour toute l'Université et ses instituts.

Recommandation 7 c) – Personnel des finances

178. Le personnel en place est devenu plus expérimenté et s'acquitte de ses tâches plus efficacement et avec plus de compétence, ce qui a rendu moins immédiat le besoin de recruter en renfort du personnel pour une courte durée.

Recommandation 7 e) – Budget

179. L'UNU a mieux préparé et exécuté son budget, si bien que lors de l'exercice biennal 1992-1993, aucun budget supplémentaire n'avait été nécessaire, et les économies et les autres recettes accumulées au cours de la période avaient été reportées à l'exercice biennal 1994-1995.

Notes

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément No 5A (A/47/5/Add.1), sect. II.

² Ibid., Supplément No 5B (A/47/5/Add.2), sect. II.

³ Recommandations figurant dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1991. Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément No 5B (A/47/5/Add.2), sect. II, annexe I.

⁴ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément No 5C (A/47/5/Add.3), sect. II.

⁵ Ibid., quarante-huitième session, Supplément No 5D (A/48/5/Add.4), sect. II.

⁶ Ibid., Supplément No 5 E (A/48/5/Add.5), sect. II.

⁷ Ibid., quarante-septième session, Supplément No 5F (A/47/5/Add.6), sect. II.

⁸ Ibid., Supplément No 5G, (A/47/5/Add.7), sect. II.

⁹ Ibid., Supplément No 5H (A/47/5/Add.8), sect. II.

¹⁰ Ibid., Supplément No 5 (A/47/5), vol. II, sect. II.

¹¹ Ibid., vol. III, sect. II.
